

# UN COLLOQUE SE TIENDRA À TAMANRASSET LES 19 ET 20 DÉCEMBRE

## Des scientifiques au chevet du tourisme

**La wilaya de Tamanrasset, dans l'extrême sud algérien, abritera les 19 et 20 décembre prochains une conférence scientifique internationale autour du développement du tourisme en tant que ressource renouvelable pour le financement de la lutte contre le sous-développement. Des universitaires marocains, tunisiens et égyptiens y sont attendus.**

C'est à l'Association nationale des économistes algériens que revient le mérite de cette initiative, parrainée par le président de la République. En prélude à ce colloque, que les Européens ont boudé, à en croire le président de l'association, Belkacem Mohamed Bahloul, une conférence a été animée hier au centre d'El Moudjahid. Le conférencier en chef, Belkacem Mohamed Bahloul, évidemment, a expliqué que c'est le constat fait de la situation du tourisme dans le pays qui a incité à l'organisation du colloque en question. Selon Belkacem Mohamed Bahloul, la participation du tourisme dans le produit intérieur brut national reste faible, pour ne pas dire insignifiant. Comparativement à ses voisins immédiats,

l'Algérie reste, en la matière, très en arrière. En Tunisie, le tourisme représente 6 % du PIB, au Maroc, pas moins de 8 %, alors qu'en Egypte, il représente 11 %. Ceci, pendant que la moyenne mondiale est de l'ordre de 15 %. Pour illustrer la très mauvaise situation du tourisme en Algérie, le conférencier a rappelé qu'en 2008, l'Algérie n'a enregistré que 1 800 000 touristes, dont 70 % sont nationaux établis à l'étranger. Cette faiblesse s'explique, outre le manque d'attractivité, par la faiblesse d'infrastructures d'accueil. Belkacem Mohamed Bahloul a indiqué qu'en 2007, l'Algérie ne disposait que de 1 140 hôtels, dont 59 % sont des établissements non classés. La capacité d'accueil, évaluée à 85 000 lits, dont 66 %

dans les hôtels non classés, est aussi faible. Dans le vaste sud algérien, il n'y a que 10 hôtels, a noté le conférencier. Si l'absence d'infrastructures a maintenu rachitique le tourisme, sa cherté y a largement contribué. Pour l'illustration, un chalet de trois lits

dans la wilaya de Tamanrasset revient à 12 000 dinars la nuitée, soit 4 000 DA le lit. C'est-à-dire que pour un séjour de cinq jours dans ce centre touristique, une famille de trois personnes doit déboursier 60 000 DA, rien qu'en frais d'hébergement. En Tunisie

et au Maroc, le tourisme se vend de loin moins cher. Cela étant, il est utile de faire remarquer qu'à l'échelle mondiale, le tourisme suit une courbe ascendante. L'Organisation mondiale du tourisme table sur 1 milliard 600 millions de touristes à l'horizon

2020. En 2008, il a été enregistré 922 millions de touristes.

Ce qui a généré des recettes équivalentes à 944 milliards de dollars. En moyenne, le tourisme participe aux PIB à hauteur de 9,5 %.

R. N.

### HOMMAGE À BACHIR BOUMAZA

## Des ouvrages de l'ancien moudjahid bientôt publiés

**Une vive émotion a régné hier lors de la commémoration du 40<sup>e</sup> jour du décès de Bachir Boumaza au Cercle national de l'armée. Cet événement auquel beaucoup ont tenu à assister pour rendre hommage à l'ancien moudjahid, a permis à l'assistance de prendre connaissance de témoignages de ses proches et compagnons, notamment lors de la guerre de Libération nationale.**

**F.-Zohra B.- Alger (Le Soir)** - Des moudjahiddine, de hauts responsables, des personnalités politiques, des étudiants, des membres des corps constitués ont écouté avec attention les hauts faits du moudjahid qui, ont rappelé les intervenants, a marqué de son aura les événements qui ont jalonné la guerre de Libération nationale. M. Amar Bentoumi, ancien ministre et moudjahid rappellera d'abord les origines du moudjahid, né à Kherrata. Il a ainsi été fortement influencé par les événements du 8 mai 1945, souligne le moudjahid. «Boumaza a assisté au crime contre l'humanité commis par le colonialisme français avec à sa tête le général de Gaulle. Plusieurs

opérations ont eu lieu à l'époque. Il s'agit notamment de milliers de musulmans qui ont été jetés du haut d'une falaise. Les corps des malheureux sont restés en bas de la falaise pendant une année», témoigne M. Amar Bentoumi, notant en outre que Boumaza a rejoint les militants du PPA. Le moudjahid soulignera par ailleurs que Bachir Boumaza était proche de Messali Hadj. «Il a activé avec Messali Hadj et connaissait tous les secrets de la guerre de Libération nationale», explique en outre l'intervenant. Ce dernier dira, par la suite, que Boumaza a été nommé par le FLN au sud-est de la France. Là-bas, il s'est chargé de venir en aide à Mohamed Belouizdad, alité et malade.

Une fois ce dernier décédé, il s'est chargé de son rapatriement et de son enterrement dans sa terre natale. Selon Amar Bentoumi Bachir Boumaza était parmi les premiers moudjahidine qui se sont joints au mouvement de libération nationale en France. Ils ont créé le collectif des avocats qui se composait de 82 membres dont des Algériens mais aussi des Français et des Belges qui défendaient des prisonniers de guerre. Toutefois, l'évasion, minutieusement préparée, de Boumaza de la prison de

Fresnes est un événement marquant, témoigne l'intervenant. Il a en effet réussi à quitter le milieu carcéral en trompant la vigilance de ses geôliers en se déguisant en gardien de prison. C'est également en se déguisant qu'il a quitté le territoire français pour se rendre en Belgique, et cette fois-ci, en curé. Le moudjahid mettra aussi en évidence la participation de Bachir Boumaza dans la défense de la cause palestinienne. «Jusqu'à la dernière minute Bachir Boumaza s'est occupé des affaires nationales. Il a réalisé livres et articles qui d'ailleurs seront publiés prochainement pour que les citoyens apprennent à mieux connaître cette figure emblématique», a déclaré M. Bentoumi. L'ancien moudjahid Bachir Boumaza est décédé à l'âge de 82 ans. Il a occupé le poste de président du Conseil de la nation de janvier 1998 à avril 2001. Au lendemain de l'indépendance, il a assumé plusieurs postes de responsabilité, notamment ceux de ministre du Travail et des Affaires sociales, dans le premier gouvernement de la République algérienne, en 1962. Bachir Boumaza a été aussi président fondateur de la Fondation du 8 Mai 1945.

F.-Z. B.

### PROMOTION DES ÉNERGIES NOUVELLES ET RENEUVELABLES

## Un plan sera présenté au gouvernement

**Un plan de promotion des énergies nouvelles et renouvelables sera présenté au gouvernement selon le ministre de l'Energie et des Mines. Hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, Chakib Khelil a assuré que la volonté politique existe pour aller loin dans ce domaine.**

En citant les projets lancés de production de l'électricité à partir du solaire ou de la combinaison gaz-solaire, du photovoltaïque dans les zones isolées ou l'éolien.

A charge, cependant, de pouvoir exporter facilement cette électricité solaire vers le

marché européen. Ce qui n'est pas évident pour Chakib Khelil qui soulève également la condition d'un vrai transfert de technologies, savoir-faire et engineering. Or, certains pays européens, déplore-t-il, veulent relancer leur économie en obligeant les pays du Sud à entre-

prendre une «marche forcée» vers l'économie «verte» et importer des équipements et des services liés aux énergies nouvelles mais très chers. Voire, les pays développés veulent imposer aux pays producteurs d'hydrocarbures de payer une taxe carbone sur les émissions de gaz à effet de serre par le pétrole et le gaz.

Une taxe «discriminatoire», inacceptable, car pénalisante, sur le long terme, pour les intérêts des pays producteurs et souverains selon Chakib Khelil.

Et cela d'autant qu'elle pourrait s'appliquer à des pays pourtant non pollueurs et pénaliser les pays en développement.

Et le ministre de l'Energie de s'interroger sur l'absence de taxation sur le charbon, davantage pollueur que le pétrole et le gaz mais qui est produit par des pays développés. Et de déplorer l'absence de débat sur le stockage du gaz carbonique, car ne répondant pas à leurs intérêts économiques.

C. B.

### INDUSTRIE TEXTILE

## La fédération UGTA exige le départ des gestionnaires

**Le secrétaire général de la Fédération UGTA des travailleurs du textile et du cuir a dénoncé, hier, l'état de déliquescence dans lequel ont été plongées les entreprises publiques du secteur. Pour Amar Takdjout, cette situation est à mettre sur le compte des responsables de la Société de gestion des participations industries manufacturières et du groupe Texmaco.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Rien ne va plus dans l'industrie du textile. Amar Takdjout, secrétaire général de la Fédération UGTA des travailleurs du textile et du cuir, est longuement revenu, hier, sur la crise que traversent les entreprises de ce secteur.

«Le secteur traverse une situation difficile et délicate malgré les interventions de l'Etat. Mais il ne sert à rien que les pouvoirs publics fassent des efforts du moment que les managers sont inefficaces. Il y a un décalage entre la stratégie de l'Etat et la gestion de ces dirigeants. Il n'y a absolument aucune dynamique

pour permettre aux entreprises de gagner des parts de marché. Bien au contraire, les gestionnaires se sont spécialisés dans la fermeture d'unités et le licenciement de travailleurs», a-t-il souligné, hier, à l'occasion d'une conférence de presse animée au siège de la Centrale syndicale.

La récente dissolution de l'Enaditex et les menaces de fermeture qui pèsent sur Districh sont, selon lui, les preuves concrètes de cette stratégie de «bradage».

«Ces deux entreprises sont les pièces maîtresses de la chaîne intégrée des industries textile et cuir.

Elles jouent un rôle non négligeable dans la régulation du marché en offrant un réseau dense de distribution au secteur.

Ce sont près de 200 000 mètres carrés de locaux et 10 milliards de dinars de chiffres d'affaires annuelle qui vont être perdus. Ce chiffre d'affaires sera dorénavant engrangé par les spéculateurs.

«Ce qui se passe actuellement est tout simplement incroyable : le ministre de l'Agriculture décide de rouvrir les chambres froides pour éviter la spéculation sur le marché des fruits et légumes, et d'un autre côté le ministère de l'Industrie décide de fermer définitivement l'Enaditex et Districh», a regretté Amar Takdjout. Le secrétaire général de la Fédération UGTA des travailleurs du textile et du cuir estime que les managers de la SGP et de Texmaco sont passés à côté de

deux événements importants qui auraient pu relancer l'outil de production : l'obligation du port du tablier scolaire et la double qualification de l'équipe nationale de football.

«Ce sont 20 millions de mètres linéaires de tissu, soit la capacité de production nationale actuelle, qui auraient pu être réalisés dans le cadre du tablier scolaire. Idem pour la qualification de l'équipe nationale qui nous aurait permis de réaliser localement des drapeaux, des fanions et des équipements sportifs. Mais les managers n'ont pas anticipé sur les événements. Ils nous ont fait rater ces marchés. Nous devons mettre un terme à la pratique qui voudrait que l'on nomme des retraités à des postes de responsabilité et qu'ils soient grassement rétribués pour licencier des travailleurs».

Amar Takdjout a tenu à préciser que cette sortie médiatique vise

avant tout à alerter les pouvoirs publics. «L'Union générale des travailleurs algériens a signé le pacte économique et social. Nous avons toujours tenu nos engagements. Mais la fédération du textile fera tout pour que la Centrale syndicale et le gouvernement mettent un terme à cette situation.»

Le syndicaliste n'écarte pas l'éventualité d'un mouvement de contestation si leurs doléances ne sont pas prises en compte. «Pour l'heure, nous demandons le départ des gestionnaires de la SGP et du groupe Texmaco. Pour ma part, je ferai en sorte de rencontrer dans les prochains jours les travailleurs pour leur expliquer clairement la situation car il est inconcevable que l'on licencie des salariés au moment où on s'engage dans les négociations de branche», a-t-il souligné.

T. H.